

Article sélectionné dans

La Matinale du 25/02/2017 [Découvrir l'application](http://ad.apsalar.com/api/v1/ad?re=0&st=359392885034&h=5bf9bea2436da250146b6e585542f4e74c75620e) ([http://ad.apsalar.com/api/v1/ad?](http://ad.apsalar.com/api/v1/ad?re=0&st=359392885034&h=5bf9bea2436da250146b6e585542f4e74c75620e)

[re=0&st=359392885034&h=5bf9bea2436da250146b6e585542f4e74c75620e](http://ad.apsalar.com/api/v1/ad?re=0&st=359392885034&h=5bf9bea2436da250146b6e585542f4e74c75620e))

Santé : « Nous dénonçons les agissements de puissants lobbys »

Pour les signataires de cet appel, des intérêts financiers dictent encore à l'Etat sa politique en matière de santé. Ils souhaitent que les candidats à la présidentielle prennent clairement position.

LE MONDE | 26.02.2017 à 07h39 • Mis à jour le 26.02.2017 à 14h50



LOIC VENANCE / AFP

La santé est un sujet politique. Il est grand temps qu'un président de la République s'oppose courageusement à sa financiarisation. En effet, si l'état de santé des Français s'améliore, il reste un grand nombre de maladies : le traitement est lié à des industries qui la sacrifient pour accroître leurs profits.

A chaque élection présidentielle depuis 1988, nous questionnons tous les candidats sur leur engagement à mettre en œuvre des mesures de santé publique simples et efficaces. Nous avons parfois réussi à convaincre, contribuant notamment à la suppression de la promotion du tabac, au droit à respirer sans fumée dans les lieux publics et au travail, au contrôle de la publicité pour l'alcool et à la réduction de la mortalité sur les routes.

Malheureusement, les échecs deviennent plus fréquents que les succès et cette situation est insupportable.

Le bilan du quinquennat qui s'achève nous déçoit. La mortalité évitable reste très élevée dans notre pays. Sur les quatorze mesures que nous avons proposées en 2012, une seule, [le paquet de cigarettes neutre](http://addictions/article/2016/05/20/le-paquet-de-cigarettes-neutre-fait-son-apparition-en-france_4922896_1655173.html) ([/addictions/article/2016/05/20/le-paquet-de-cigarettes-neutre-fait-son-apparition-en-france_4922896_1655173.html](http://addictions/article/2016/05/20/le-paquet-de-cigarettes-neutre-fait-son-apparition-en-france_4922896_1655173.html)), a été mise en place par François Hollande.

La loi Evin dénaturée

L'absence d'augmentation significative du prix du tabac est une illustration de la soumission du gouvernement aux intérêts de l'industrie du tabac. Elle voue à l'échec le Programme national de réduction du tabagisme. [Le Royaume-Uni et l'Australie ont prouvé l'efficacité de cette mesure](http://moyen-format/article/2016/05/30/cigarette-non-grata-en-australie_4928706_4497271.html) ([/moyen-format/article/2016/05/30/cigarette-non-grata-en-australie_4928706_4497271.html](http://moyen-format/article/2016/05/30/cigarette-non-grata-en-australie_4928706_4497271.html)) et nous en avons bénéficié lors de la forte augmentation intervenue en 2003.

Les industriels se cachent derrière les buralistes pour s'opposer aux fortes augmentations du prix du tabac, alors qu'une augmentation de 10 % du prix des cigarettes, qui réduit de 4 % les ventes, augmente leur revenu comme celui de l'Etat.

Pour l'alcool, la loi Evin, il y a plus de vingt-cinq ans, proposait une position équilibrée en acceptant la publicité informative tout en préservant les enfants. Le projet a été affaibli en autorisant successivement la publicité à la radio, à l'affichage, la vente par Internet permettant les livraisons d'alcool à domicile.

Pour finir, l'esprit du texte a été dénaturé par un amendement à la loi santé de 2015, établissant une distinction perverse entre marketing interdit et information autorisée. Celle-ci a été adoptée avec un processus digne de la *commedia dell'arte*, la ministre de la santé, Marisol Touraine, jouant le rôle d'opposante au projet pendant que le gouvernement manipulait l'Assemblée nationale pour obtenir, en force, une modification vidant de son sens le texte de la loi.

Le marquage des aliments différé sine die

Nous sommes confrontés, par ailleurs, au risque croissant d'une alimentation excessive en quantité et inadaptée en qualité. Les dérives alimentaires se combinent avec une décroissance de l'activité physique, en partie liée à l'augmentation du temps passé devant les écrans.

Les blocages de l'industrie alimentaire sont évidents. Elle s'oppose aux actions efficaces recommandées par l'Organisation mondiale de la santé (taxation de la *junk food*, limitation de la publicité pour les aliments gras, sucrés ou salés).

L'intérêt du marquage des aliments par un logo à cinq couleurs permettant de comparer la qualité nutritionnelle des aliments est scientifiquement établi. Prévues par la loi, la mise en œuvre de ce logo est différée sine die au profit d'une pseudo expérimentation de caractère dilatoire, pilotée par les industriels et les grands distributeurs. Exiger toujours plus d'expérimentation est une pratique efficace et récurrente pour retarder la mise en place d'une mesure de santé publique qui s'oppose à des intérêts financiers.

Ignorance

L'insécurité routière est responsable du plus grand nombre de morts évitables entre 18 et 25 ans. Quand François Fillon écrit dans son livre *Faire* (Albin Michel, 2015) que « *les tentatives du gouvernement Valls pour faire baisser à 80 km/h la vitesse sur les routes départementales sont contre-productives* », il ignore que la diminution de la vitesse réduit la mortalité, la consommation de carburant, l'émission de dioxyde de carbone, la pollution et le déficit de notre balance des paiements car la France ne produit pas de pétrole.

Quand il ajoute que « *la formation des conducteurs, l'amélioration du réseau routier et les innovations technologiques permettront de sauver bien plus de vies humaines* », il démontre une ignorance de la sécurité routière qui se situe au même niveau que celle de Bernard Cazeneuve et ses 81 mesures tous azimuts qui ont produit trois années d'accroissement de la mortalité sur les routes, fait sans précédent depuis 1972.

Il évoque une mesure qui ne contrarie personne, la formation des conducteurs, aussi inefficace que les stages de récupération de points, ou les actions sur le réseau routier, extrêmement lentes à se concrétiser en termes de gains en vies humaines, ou encore les innovations technologiques qui agissent sur le long terme car il faut huit ans pour renouveler la moitié du parc automobile.

Promoteurs de décisions

Le candidat Hollande avait déclaré en janvier 2012 : « [Mon principal adversaire est le monde de la finance.](http://election-presidentielle-2012/article/2012/01/23/hollande-et-la-finance-des-mesures-moins-radicales-que-le-slogan_1633159_1471069.html) » ([/election-presidentielle-2012/article/2012/01/23/hollande-et-la-finance-des-mesures-moins-radicales-que-le-slogan_1633159_1471069.html](http://election-presidentielle-2012/article/2012/01/23/hollande-et-la-finance-des-mesures-moins-radicales-que-le-slogan_1633159_1471069.html)) Le président Hollande a retourné sa veste en refusant de supprimer la promotion des médicaments par des visiteurs médicaux salariés des laboratoires.

Le marketing de l'industrie pharmaceutique ne devrait pas dicter le choix des prescriptions qui doit être assuré par la formation des médecins à l'université ou par des organismes habilités, dans la clarté. Le drame du Mediator illustre les conséquences de la promotion sournoise et dangereuse de son effet coupe-faim.

Nous ne sommes pas des lanceurs d'alerte, mais des promoteurs de décisions efficaces, privilégiant l'action sur les risques graves, accessibles à des mesures bien identifiées. Notre but n'est pas d'interdire de consommer de l'alcool, de fumer, de manger des barres chocolatées ou des chips, de conduire une voiture ou de commercialiser des médicaments, mais de refuser que la vie de nos concitoyens soit soumise à des intérêts purement financiers.

Le tabac est un tueur qui justifie les augmentations significatives de son prix pour s'en débarrasser sans l'interdire. Nous sommes poussés à consommer trop d'alcool, trop de sucre, de sel et de

gras, nos voitures sont trop lourdes et trop puissantes, donc trop dangereuses et trop polluantes, notre consommation de nombreux médicaments est excessive.

Assez d'hypocrisie et de mensonges

Nous en avons assez de l'hypocrisie et des mensonges bafouant les connaissances les plus solides. Nous refusons le blocage politique et insidieux de décisions dont l'efficacité est assurée.

En limitant notre questionnement au tabac, à l'alcool, à l'automobile, à l'alimentation et au marketing du médicament, nous dénonçons les agissements de puissants lobbys, porteurs d'intérêts considérables, qui causent chaque année au moins un quart des décès en France.

Prendre des dispositions législatives et réglementaires ayant fait leur preuve dans ces domaines permettrait de réduire massivement maladies, handicaps et mortalité prématurée.

La protection de la santé des Français est du domaine régalién, comme le précisent les Constitutions de 1946 et de 1958. En questionnant directement devant l'opinion les candidats à la présidentielle, nous testons leur volonté d'assurer la sécurité sanitaire des Français et d'éviter, chaque année, plus de 100 000 morts prématurées.

Nous posons à tous les candidats à la présidentielle vingt questions précises, auxquelles il leur est demandé de répondre par oui ou par non, sans ambiguïté. Les réponses ou l'absence de réponses seront publiées et accessibles au plus grand nombre sur Internet. Ainsi, en offrant aux électeurs la possibilité de se déterminer sur pièce, nous sortons de la discussion entre experts et ouvrons publiquement le débat.

Les signataires de ce texte sont : **Gérard Dubois** (professeur de santé publique, Académie de médecine), **Irène Frachon** (pneumologue, CHU de Brest), **Claude Got** (professeur honoraire de médecine, université René Descartes), **Serge Herberg** (professeur de nutrition, université Paris 13/CHU Avicenne), **Catherine Hill** (épidémiologiste, Institut Gustave Roussy), **Albert Hirsch** (professeur émérite) et **Chantal Perrichon** (présidente de la Ligue contre la violence routière). Leur questionnaire adressé aux candidats à l'élection présidentielle se trouve sur le site [Securite-sanitaire.org](https://webmail.ligue-cancer.net/owa/redirect.aspx?C=Wbzi3uWSQ_DX_ZyJtFCvUJqzha-ssJ6dYdlsVuBpFYHpOpdPIIPUCA.&URL=http%3A%2F%2Fwww.securite-sanitaire.org) (https://webmail.ligue-cancer.net/owa/redirect.aspx?C=Wbzi3uWSQ_DX_ZyJtFCvUJqzha-ssJ6dYdlsVuBpFYHpOpdPIIPUCA.&URL=http%3A%2F%2Fwww.securite-sanitaire.org).
